



Arrêté permanent n° 25.AP.0022

Portant réglementation de la circulation au droit des chantiers du Service Territorial d'Aménagement du Nord-Est sur toute la commune

Monsieur Le Maire de la Ville d'Amboise,

VU le Code de la Route,

VU le décret n°2010-578 du 31 mai 2010 modifiant le décret n°2009-615 du 3 juin 2009 fixant la liste des routes à grande circulation,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6,

VU l'arrêté municipal n°SG-2023-06 portant délégation de signature à Monsieur Jean CORNUAULT, 6ème adjoint,

VU l'avis favorable de Monsieur le Préfet d'Indre-et-Loire en date du 11 décembre 2025,

VU l'avis favorable du Conseil Départemental d'Indre-et-Loire en date du 12 décembre 2025,

CONSIDÉRANT qu'il incombe à l'autorité détentrice du pouvoir de police de circulation de veiller à la sécurité des usagers, à la commodité de l'utilisation de la voie publique et à la protection de l'environnement et de la tranquillité publique,

CONSIDÉRANT le caractère répétitif des travaux d'entretien et de renforcement des chaussées et des travaux divers effectués sur le réseau routier départemental en agglomération, sous le contrôle du Service Territorial d'Aménagement du Nord-Est avec ses propres moyens, ou avec les entreprises exécutants des chantiers pour son compte sur le territoire de la commune d'Amboise,

ARRÊTE

Article 1

La circulation des véhicules de toute nature sera réglementée par les dispositions définies dans les articles suivants du 1er janvier 2026 au 31 décembre 2026 au droit des routes départementales en agglomération, sur lesquelles sont réalisés des travaux d'entretien, de renforcement de chaussée ou des travaux divers.

Article 2

Pour les natures de travaux définies à l'article 3 du présent arrêté, les restrictions suivantes à la circulation pourront être imposées moyennant mise en application des mesures définies à l'article 5 ci-après, au droit des chantiers routiers intéressant les départementales en agglomération, exécutés sous la direction du Service Territorial d'Aménagement du Nord-Est :

- la vitesse maximale à respecter au droit des chantiers est fixée à 30 km/h en agglomération si la sécurité des usagers ou de l'entreprise chargée des travaux le nécessite.

Une interdiction de dépasser, ainsi qu'un alternat réglé par piquet K10 ou par feux tricolores ou par panneaux type B15 et C18 pourront également être posés, si les circonstances l'exigent.

L'alternat devra être conforme à l'instruction ministérielle sur la signalisation routière ainsi qu'au guide des alternats et au manuel du chef de chantier édités par SETRA notamment sur les longueurs et le type d'alternat.

Une interdiction de stationner sur l'emprise de l'intervention matérialisée avec des panneaux d'interdiction de stationner pourra également être imposée si les circonstances l'exigent.

Article 3

La réglementation prévue aux articles 1 et 2 du présent arrêté pourra être imposée au droit des chantiers désignés ci-après, de caractère constant et répétitif qui nécessitent un rétrécissement de chaussée ou un ralentissement de la circulation des véhicules :

- enduits superficiels et couches de roulement (par exemple enrobé)
- régénération de chaussée

- emplois partiels au point à temps et aux enrobés
- renforcements et reprises localisées de chaussées
- pose de station de comptages et réalisation de boucles de détection dans la chaussée
- signalisation horizontale et verticale
- glissière de sécurité ou autres dispositifs d'équipement de la route
- mesures de déflexion de la route et intervention de laboratoire
- entretien et travaux divers sur dépendances
- balayage de la chaussée
- traversées de chaussée par des canalisations
- travaux topographiques
- sondages géotechniques et inspections détaillés sur ouvrage d'art.

Article 4

La mise en place, l'entretien et le retrait du balisage et de la signalisation sont à la charge du Service Territorial d'Aménagement du Nord-Est et de l'entreprise réalisant les travaux et sous sa responsabilité. Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Les autres mesures temporaires de réglementation de la circulation telles que les interruptions et déviations de circulation ainsi que celle résultant de travaux autres que ceux définis ci-dessus, feront, le cas échéant, l'objet d'arrêtés particuliers.

Article 5

Les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur à compter du 01/01/2026.

Article 6

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par le Service Territorial d'Aménagement du Nord-Est ou de l'entreprise réalisant les travaux et sous sa responsabilité.

Article 7

Le présent arrêté abroge et remplace toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 8

Monsieur Le Maire de la Ville d'Amboise et Madame la Directrice Générale des Services sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Amboise, le 12 décembre 2026
L'Adjoint au Maire délégué à la voirie

Jean CORNUAULT



Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à l'adresse www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.